

LOI DUPLOMB : LE PEUPLE DIT NON À L'AGRO-INDUSTRIE !

La pétition contre la loi Duplomb, déposée par l'étudiante Eléonore Pattery, réunit à ce jour sur le site de l'Assemblée Nationale plus d'1,6 million de signatures.

Après un passage en force à l'Assemblée Nationale sans débat, sans présentation d'étude d'impact et sans aucune possibilité d'amendement, ce sursaut citoyen démontre qu'il existe en France une base sociale capable de se mettre en mouvement et, par l'action, elle peut bousculer l'agenda politique de la classe dominante.

Malgré une défense acharnée de cette loi par le lobby de l'agro-industrie, de la FNSEA, du gouvernement et ses relais médiatiques, une part importante de la population est parvenue à comprendre clairement les enjeux derrière cette loi mortifère.

Cette loi est un concentré de mesures visant à rendre service aux géants de l'agro-industrie et à tuer la paysannerie : soutien aux mégabassines, réautorisation des néonicotinoïdes tueurs d'abeilles (acétamipride), facilitation d'implantation d'élevages intensifs... Une galerie des horreurs qui va détruire les sols, tuer la biodiversité, empoisonner la population et ne bénéficier qu'aux gros exploitants.

La FNSEA, ce lobby des capitalistes repeints en paysans, ne cherche qu'à augmenter son profit au détriment de toutes les normes sociales et environnementales, de la santé publique des travailleurs de la terre et des peuples, de la préservation de nos ressources naturelles et de la biodiversité.

La loi Duplomb ne répond absolument pas aux demandes du monde paysan, c'est-à-dire des revenus corrects, l'accès à la terre ou à l'installation. À l'inverse, elle instaure plus de pesticides, moins de contrôle et plus de concentration des terres. Ça suffit !

L'URC rappelle le rôle néfaste joué par l'Union Européenne en tant qu'outil de la bourgeoisie, dans l'adoption de ce texte. Le libre-échange et l'agriculture intensive instaurés par l'UE sont au cœur du problème, car elle met en concurrence les agriculteurs français avec ceux des autres pays membres de l'UE. L'acétamipride par exemple a été réautorisée en 2018 sur le marché unique européen.

Les premières victimes de cette agriculture intensive gavée au pesticide sont les ouvriers agricoles qui sont restés invisibles durant tous les débats parlementaires. Pourtant, il s'agit bien de leur santé et conditions de travail.

La seule solution pour une agriculture respectueuse de l'environnement et de ses consommateurs, c'est la reprise en main de la production par les travailleurs eux-mêmes !

Si cette pétition contre les pesticides montre un véritable élan populaire contre l'agro-industrie, elle ne suffira pas à elle seule à faire abroger cette loi ni à mettre hors d'état de nuire la FNSEA. Dans l'immédiat et afin de donner suite à la dynamique de la pétition, l'URC appelle à participer à toutes les initiatives à venir contre la loi Duplomb !

Retrouvez nous sur nos réseaux:

 urc@communistesdefrance.fr

  [@unionreconstructioncommuniste](https://www.instagram.com/unionreconstructioncommuniste)

 <https://urc.communiste.fr>



@URCommuniste 

[@urc.communiste.bsky.social](https://www.bsky.social/urc) 

[@unionreconstructioncommuniste](https://www.youtube.com/channel/UC...) 